



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de
la protection des populations**

Service Prévention des Risques Techniques

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE
en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement
à l'encontre de la société SAINT GOBAIN ISOVER
concernant son l'installation située Zone Industrielle
rue du Portugal sur la commune d'Orange (84 100)**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 22 mai 2025 autorisant la société SAINT GOBAIN ISOVER à augmenter la capacité de ses installations de production de laine de verre, situées zone industrielle rue du Portugal à ORANGE (84 100) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 08 décembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;
- Vu** les Analyses Méthodiques des Risques (AMR) réalisées par la société PR'EAU – CONSULT en date du 26 mai 2025 ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 27 janvier 2026, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que la société SAINT GOBAIN ISOVER est autorisée à exploiter des tours aéroréfrigérantes (TAR) par arrêté préfectoral du 22 mai 2025 d'une puissance totale

cumulée de 24 749 kW pour assurer le refroidissement de certaines de ses installations de process et en particulier les fours verriers du site ;

Considérant que l'article 12.II de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé impose que « l'installation est conçue [...] de façon qu'il n'y ait pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts. Elle est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit » ;

Considérant que l'article 26.I.1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé impose que :

- Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous [...] ;
- Sur la base de l'AMR sont définis :
 - les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
 - un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation [...] ;

Considérant que lors de la visite d'inspection en date du 17 septembre 2025, l'exploitant a présenté les Analyses Méthodiques des Risques (AMR) relatives au fonctionnement des TAR WPE et FOUR et réalisées par un bureau d'étude spécialisé PR'EAU-CONSULT ;

Considérant que les AMR précitées mentionnent le recensement des bras morts et qu'un traitement à effet permanent du circuit est réalisé, afin de réduire le risque de prolifération de légionelle lié à la présence bras morts permanents ou temporaires ;

Considérant que, toutefois, l'analyse de risque de l'AMR conclut que le risque résiduel est élevé pour les deux circuits de refroidissement WPE et FOUR en raison de la présence de bras morts permanents ou temporaires et qu'il convient de prendre des mesures préventives ou correctives immédiatement ;

Considérant que l'annexe des deux AMR susvisées liste précisément pour chaque circuit de refroidissement le nombre, le nom et les caractéristiques techniques de ces bras morts ;

Considérant que lors de l'inspection réalisée le 17 septembre 2025, la société SAINT GOBAIN ISOVER n'a pas été en mesure de présenter un plan d'actions avec échéances de réalisation clairement établi pour la gestion de ces bras morts ;

Considérant en particulier que l'inspection des installations classées a relevé lors de ladite inspection que la société SAINT GOBAIN ISOVER n'est pas en mesure de produire la liste :

- des bras morts pouvant être supprimés sans que cela ne nécessite l'arrêt des fours ;
- des bras morts pouvant être supprimés mais pour lesquels l'arrêt des fours est nécessaire ;
- des bras morts pour lesquels une gestion hydraulique pérenne est nécessaire et suffisante pour supprimer/réduire/limiter le risque de prolifération de légionelles ;

- des bras morts pour lesquels une gestion hydraulique temporaire doit être mise en œuvre à titre conservatoire et provisoire dans l'attente de leur suppression définitive.

Considérant que la suppression de certains bras morts présents sur les circuits de refroidissement pourraient conduire à l'arrêt direct ou indirect des fours verriers ;

Considérant que l'arrêt des fours verriers est une opération particulièrement sensible qui doit être préparée de façon minutieuse et planifiée afin de ne pas compromettre la sécurité et l'intégrité desdites installations ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 2.5.2 a) et 3.7 I. 1. a) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés et visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où le non-respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé peut engendrer un risque de prolifération et de dispersion des bactéries *legionella pneumophila* pouvant mener à l'apparition de cas de légionellose ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SAINT GOBAIN ISOVER de respecter les dispositions des articles 12.II et 26.I.1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société SAINT GOBAIN ISOVER exploitant une usine de production de laine de verre sur la commune d'ORANGE (84 100) est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 12.II et 26.I.1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé.

Les délais associés à cette mise en demeure sont les suivants :

- **sous un délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêté**, transmettre le plan d'actions avec échéancier de mise en œuvre afin de supprimer les bras morts et/ou d'assurer une gestion hydraulique de façon pérenne ou à titre conservatoire/provisoire dans l'attente de leur suppression définitive ;
- **sous 6 mois à compter de la notification de l'arrêté**, supprimer les bras morts sur les installations ne conduisant pas - lors de l'opération de suppression des bras morts - à l'arrêt direct ou indirect des fours ;
- **lors du prochain arrêt des fours**, supprimer les bras morts situés sur des installations pour lesquelles une intervention pour cette opération de suppression aurait conduit, de façon directe ou indirecte, à l'arrêt des fours et dont la gestion hydraulique n'est pas suffisante pour supprimer/réduire/limiter les risques de prolifération de légionelles.

Article 2 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1^{er} du présent arrêté dans le délai prévu par ces mêmes articles, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11, L. 181-17, L. 514-6 et R. 181-51 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 3 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*

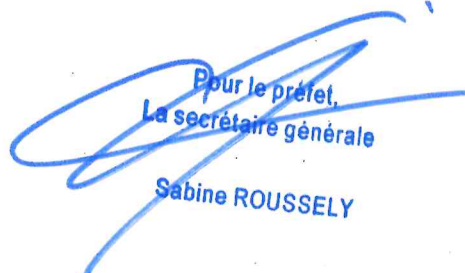
Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Carpentras, le maire d'Orange, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur départemental

de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le 17 MARS 2026


Pour le préfet,
La secrétaire générale
Sabine ROUSSELY

13 MAR 1988

La secrétaire générale
Pour le préfet,

Sabine ROUSSELY